

Lausanne veut bannir à moitié la mendicité

> **Compromis** La municipalité oppose un contre-projet à l'initiative de la droite

> Un poste de médiateur sera créé

Yelmarc Roulet

Confrontés à une initiative de la droite demandant l'interdiction de la mendicité, la municipalité de Lausanne propose dans un contre-projet diverses mesures de limitation et d'encadrement. Il n'y aura pas de proscription générale, mais il sera bel et bien interdit aux mendiants de s'installer dans les endroits les plus recherchés.

Les mendiants ne pourront plus se placer à moins de cinq mètres des distributeurs, horodateurs et autres lieux où l'on sort son porte-monnaie. Ils devront éviter les accès aux commerces et aux administrations, parcs et cimetières. La présence de mineurs et des sollicitations insistantes ne seront pas davantage admises.

«Il s'agit d'un compromis, qui tient compte des plaintes des habitants sans pour autant criminaliser une population qui ne le mérite pas», a expliqué jeudi le conseiller municipal Marc Vuilleumier (POP), responsable de la sécurité publique.

«Trois familles, au sens large, se partagent le territoire lausannois de la mendicité»

L'initiative «Stop à la mendicité par métiers» a abouti en 2011. Le comité d'initiative, présidé par le conseiller communal libéral-radical Mathieu Blanc, réagit positivement au contre-projet de la Ville, parlant de «première victoire». Mais il attendra, pour un éventuel retrait, le débat du Conseil communal, auquel les deux versions seront soumises en octobre. «De peur que le contre-projet ne soit vidé de sa substance par celui-ci».

Cette interdiction partielle sera-t-elle plus facilement applicable et suivie de fait qu'une interdiction totale telle qu'elle existe à Genève? La municipalité compte sur la force de persuasion de sa police pour éloigner les mendiants des endroits proscriés. Des amendes

sont possibles (de 1 à 500 francs), même si l'on sait qu'elles ne sont pas vraiment exécutées.

Avec son contre-projet à moitié répressif, la gauche au pouvoir veut sauver le principe de proportionnalité: la mendicité ne constitue par une atteinte majeure à la sécurité publique. Rien n'atteste que cette mendicité soit exercée sous la contrainte, contrairement à la rue, ni que des enfants soient exploités, assurent les autorités.

Cette activité n'est pas moins soigneusement organisée. Trois familles (au sens large) se partagent le territoire lausannois. L'une d'elles, provenant du district d'Alba (Roumanie), occupe par exemple les abords du poste de Saint-François, explique le sergent Gilbert Glassey, un policier français roumain, pour qui la municipalité propose de créer un poste de médiateur.

Un recense une cinquantaine de mendiants au centre de Lausanne, un nombre stable. Le municipal socialiste Oscar Tosato souligne que les mendiants et leur entourage bénéficient d'une «forte prise en charge sociale» et sollicitent largement les structures de logement, d'alimentation et de santé. Par solidarité avec cette population très précaire, la Ville entend encore soutenir, avec 400 000 francs, un projet de scolarisation de Terre des Hommes en Roumanie.

Depuis que Genève avait interdit la mendicité, Lausanne apparaissait de plus en plus comme une «oasis» à l'échelle lémanique. La Riviera vaudoise et l'Ouest lausannois ont également sévi contre les mendiants, dans le cadre des leurs accords policiers intercommunaux.

Il ne semble pas que ces interdictions aient provoqué un report de la mendicité sur Lausanne.

Reste que la présence des mendiants y est perçue comme l'un des éléments qui, avec la visibilité des dealers, l'agitation nocturne et la multiplication des agressions contre les commerces, ont fait de la sécurité en ville le principal sujet politique du moment.



Un salon improvisé dans le camp rom des Prés-de-Vidy, au sud de Lausanne. Le contre-projet prévoit que les mendiants ne pourront plus se placer à moins de cinq mètres des distributeurs, horodateurs et autres lieux où l'on sort son porte-monnaie. LAUSANNE, PRINTEMPS 2012

Trois mois parmi les Roms et les squatters de Vidy

> Selon deux chercheurs, les occupants ne veulent qu'une chose: rentrer chez eux

C'est un véritable village qui s'est créé au sud de Lausanne, avec ses communautés, ses relations complexes, ses habitudes, ses modes de vie très différents. Après avoir passé trois mois, entre janvier et avril, dans le camp de Roms et de squatters des Prés-de-Vidy au bas de la capitale vaudoise, deux sociologues décrivent un quotidien et une situation différente de celle que beaucoup imaginent. Dans l'exposition «Living the squats qui ouvre vendredi à Uni Mail à Genève, ils exposent des dizaines de photos qu'ils ont prises durant leurs recherches.

■ **Qui sont-ils?**

Membres du pôle de recherches national LIVES (Surmonter la vulnérabilité, perspective du parcours de vie), les sociologues Nasser Tafferant et Raúl Burgos Paredes ont terminé leur étude à la mi-avril. La situation n'est plus forcément identique aujourd'hui.

Plusieurs groupes se partagent les lieux, venant d'Equateur, de

Colombie, du Sénégal, d'Espagne, de France et de Suisse. «Au plus fort, entre 50 et 60 personnes vivaient là», explique les deux sociologues. Jusqu'à ce qu'ils déménagent dans une serre toute proche car la Ville allait les déloger, les Roms occupaient l'ouest de la parcelle, tandis qu'Espagnols, Sud-Américains et Africains se partageaient l'est. Le seul Suisse avait, lui, choisi de vivre là.

Les différences de langue et la méfiance ajoutent davantage au peu de relations entre les communautés. «Un Equatorien nous a par exemple raconté avoir vu des Roms forcer son cabanon, raconte Raúl Burgos Paredes. Nous avons observé beaucoup de non-dits autour des questions de sécurité, pour éviter une intervention de la police.»

■ **Comment vivent-ils?**

«Enracinement» et «soi ou détail» sont des mots qui reviennent dans la bouche des chercheurs. Les occupants se partagent un monde à eux. Les preuves: un grand nombre de bouteilles d'alcool à brûler pour se chauffer – seuls les Espagnols ont de l'essence –, un soin certain pour aménager les cabanons, des affaires rangées et alignées, et des détails

comme un tapis placé sous un salon à ciel ouvert composé d'un fauteuil, d'un banc et d'une petite table, ou encore un arbre de Noël fait de couvertures récupérées. «Ce n'est pas de l'art déco ou un sapin chic, c'est une preuve que la vie continue de toutes les façons.»

Les couples ont-ils des relations sexuelles dans un camp? Certains oui, comme ce couple d'Espagnols dont seule la femme vit là avec sa mère. Cette dernière a pris l'habitude de s'éclipser le matin lorsque son genre est de retour.

■ **De quoi vivent-ils?**

Si certains Roms mendient bel et bien en ville, beaucoup d'occupants vivent de la récupération. Une grande partie ont de petits boulots au noir. Les Latinos ont créé un garage à ciel ouvert. Une famille équatorienne joue de la musique et fabrique des bijoux. D'origine sénégalaise, le seul Français de Vidy est employé tout à fait légalement par le LEB, le train Lausanne-Echallens-Bercher. «Il ne trouvait par contre pas sécurisant de vivre dans un foyer d'urgence», explique Nasser Tafferant.

■ **Ont-ils choisi d'être là?**

«S'ils sont ici, même dans ces conditions, c'est parce que c'est

mieux que chez eux», entendent-ou souvent. Faux, disent les deux chercheurs: «Ces gens ne sont pas des naufragés de la misère, expliquent-ils. Bien sûr, dans un premier échange, ils disent que la situation est mauvaise dans leur pays. Mais en creusant, on remarque qu'ils ont suivi le mouvement dans leur village, sans avoir jamais vraiment voulu venir.»

C'est même l'inverse, selon les sociologues: «Ils n'ont en fait qu'un seul souhait: rentrer chez eux. De la même façon, certains Roms nous ont dit qu'ils préféreraient aller en France, car ils ont un sentiment de rejet en Suisse. Ce qui les retient, c'est le simple fait qu'ils n'ont pas de véhicule.»

■ **Que doit faire la Ville?**

Raúl Burgos Paredes et Nasser Tafferant réfutent l'idée d'être des défenseurs des Roms. Pour eux, une solution à toute cette situation est que la Ville de Lausanne s'informe sur des modes de débrouillardise des occupants de Vidy. «Les politiques exploitent l'insécurité comme condition d'expulsion, comment-ils. Mais s'ils prenaient conscience des difficultés de ces personnes, ils pourraient les aider à s'en aller.» Mathieu Signorelli

PUBLICITE

B&O

PLAY
DAYS
MEET & GREET
YOUR NEW
PLAY FRIENDS.

VIENS JOUER!

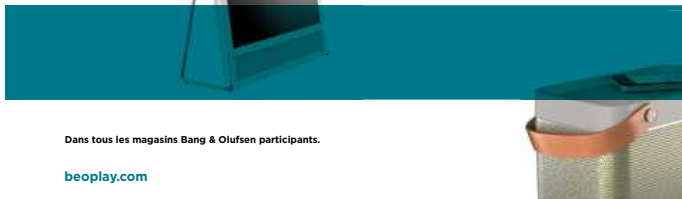
JOURNÉES NOUVEAUTES LE VENDREDI 15 JUIN ET LE SAMEDI 16 JUIN 2012

La nouvelle gamme B&O PLAY est un concentré de pur plaisir. Entre chez toi.

Attends-toi à passer une foule de grands moments – et avec un peu de chance, tu gagneras l'enceinte mobile

Beolit 12 avec Airplay.

Alors, joue avec nous!



Dans tous les magasins Bang & Olufsen participants.

beoplay.com

Photo: Andrew Weil and Andrew Weil/Photo: Andrew Weil and Andrew Weil/Photo: Andrew Weil and Andrew Weil